



Nº. X.

L'AMI DU PEUPLE,

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE, LIBRE ET IMPARTIAL,
PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES,
*ET rédigé par M. MARAT, Auteur de L'OFFRANDE
A LA PATRIE, du MONITEUR, & du PLAN
DE CONSTITUTION, &c.*

Vitam impendere vero.

V E R S A I L L E S.

Du Dimanche 20 Septembre 1789.

A S S E M B L É E N A T I O N A L E.

Suite de la Séance du 18.

A L'ÉGARD des Annates, le Roi observe que le droit étant fondé sur le Concordat, une seule des parties contractantes ne peut pas l'annuller, mais que sur les observations de l'Assemblée, il ouvrira une négociation avec le Saint-Pere.

A l'égard des bénéficiers, que cette suppression

K

ne souffrira pas de difficultés , mais qu'elle obligera à des indemnités , parce qu'ils forment le revenu des Archevêques & Archiprêtres , &c.

A l'égard de la pluralité des bénéfices , Sa Majesté déclare en trouver la suppression fort raisonnable.

A l'égard des pensions , elle déclare qu'elle en approuveroit la suppression , mais que ce seroit peut-être une espèce d'inquisition fort dangereuse que les recherches qu'il faudroit faire à cet égard.

Le Roi termine sa réponse en promettant sa Sanction aux décrets qu'il approuve lorsqu'ils seront rédigés en forme de loix. Il invite l'Assemblée à réfléchir que ce n'est que par une communication franche qu'il pourra arriver avec elle au même but , le bonheur de ses Peuples.

A l'égard du décret sur la circulation & l'exportation des grains , le Roi déclare qu'il est conforme à ses dispositions ; mais que dans la fermentation actuelle , il ne seroit pas prudent d'user de trop de rigueur , les Municipalités n'étant pas d'accord avec l'Assemblée , & refusant de faire exécuter ses décrets.

Le Roi conclut par inviter l'Assemblée de s'occuper incessamment de l'objet des Finances.

M. le Chapelier a pris la parole pour observer que la réponse du Roi n'est ni une Sanction , ni un refus manifeste de Sanction ; que les arrêtés du 4 étant la plupart constitutionnels , ne peuvent être susceptibles de refus de Sanction ; que le Roi , paroissant se proposer d'établir une conférence entre l'Assemblée Nationale & son Conseil , il s'agit de savoir si ces vues sont conformes aux intentions de l'Assemblée ; qu'il propose en conséquence que M. le Président soit autorisé à retourner pardevers le Roi pour solliciter de

nouveau sa Sanction , & que les Etats ne désespèrent pas jusqu'à ce qu'ils l'aient obtenue.

Le Vicomte de Mirabeau s'est opposé fortement à la motion de M. le Chapelier. « Pour ne pas vouloir souffrir de contradictions, a-t-il dit, il faut se croire infallible; & je crois certainement que personne d'entre-nous n'a cette ridicule prétention; vos arrêtés des 4 & 5 Août ont un très-grand mérite, en ce qu'ils sont le résultat d'un élan patriotique; mais cependant, Messieurs, pouvons-nous disconvenir que nous n'ayons beaucoup démolé sans bâtir, aussi sommes-nous bien à découvert. Eh quoi! le Chef de la Nation, le Législateur suprême, le pouvoir exécutif n'aura-t-il pas la liberté de nous présenter ses réflexions. Je rejette la motion de M. le Chapelier. »

Il faut que le Vicomte de Mirabeau ait d'étranges idées des choses pour oser donner au Prince le titre de Législateur suprême au sein même de l'Assemblée Nationale: nous ne nous permettrons aucun commentaire sur sa motion, c'est celle d'un esclave de la faveur, & pour tout dire, en un mot, c'est celle d'un Courtisan.

« Non-seulement, a dit le Comte de Mirabeau, je ne vois rien d'irrégulier dans la motion de M. le Chapelier, je la trouve encore très-conforme à notre Règlement qui s'oppose fortement à ce que toute loi portée, toute question décidée puisse être agitée de nouveau. Si nous apportions au Roi des loix destructives des propriétés, il seroit de son devoir de nous dire: «Conservateurs des biens & de la liberté de mes Peuples, je m'oppose aux Arrêtés que vous présentez à ma Sanction; mais où sont les propriétés que nos décrets attaquent?

» Messieurs, il faut déchirer le voile, il ne faut rien dissimuler, ce n'est pas pour incendier

le Royaume que nous avons été envoyés ; un sentiment aussi atroce ne peut entrer dans le cœur de personne : observons donc que déjà les imaginations sont en jouissance , & que les plus grands malheurs seroient pour l'inaction la conséquence funeste de la perte de ses espérances.

» Osons dire au Roi , vous vous êtes trompé sur la nature de nos demandes. Nous n'avons pas entendu vous demander des avis ; nous vous avons demandé votre Sanction ; la justice & les circonstances la rendent nécessaire.

» Je vous le répète , Messieurs , un affreux incendie peut être allumé : combien ne seroit-il pas difficile de l'éteindre ! »

M. de Volney , avec un courage vraiment patriotique , a fait de justes reproches à l'Assemblée , sur le germe de division qui régnoit constamment entre ses Membres ; division qui seroit peut-être la source funeste de tous les malheurs prêts à déchirer le Royaume. Il a cru qu'un moyen seul pouvoit la détruire , & produire le bien public pour lequel nous devons tous soupirer. « Ce seroit , a-t-il dit , de décider à l'instant la forme des Assemblées prochaines , ordonner ensuite par tout le Royaume de nouvelles convocations , & sans quitter la place , & sans abandonner le travail , continuer la Constitution jusqu'à l'arrivée de ceux qui viendroient nous remplacer ». Les applaudissemens universels ont suivi cette motion , qui a terminé la Séance.

Nous sommes enchantés que le sentiment de ce digne Orateur s'accorde avec les moyens de purger l'Assemblée Nationale , proposés dans nos Numéros précédens.

Observations importantes.

Je supplie mes Lecteurs d'observer avec soin que les articles à sanctionner , sur lesquels le Roi , ou plutôt les Ministres , ont élevé des difficultés , sont ceux de l'indemnisation des redevances pécuniaires , de la suppression des dîmes avant d'avoir pourvu au besoin des Prélats , de l'abolition de la vénalité des charges , de la suppression des pensions , &c. Ils n'ont donc en vue dans ce refus de sanction , que de se ménager un parti formidable , le Clergé , l'Ordre de Malthe , les Tribunaux , les Négocians , les Financiers & la foule innombrable des créatures que le Prince achete des deniers de l'Etat.

Je les supplie aussi d'observer qu'en refusant d'exécuter à la rigueur le décret sur la circulation & l'exportation des grains , ils cherchent à se ménager le moyen de continuer à les accaparer & de réduire le Peuple par la famine.

Je les supplie encore d'observer qu'en pressant le travail sur les finances , ils n'attendent que le moment de remplir le trésor public pour arrêter les travaux de l'Assemblée Nationale , réduire en fumée le grand œuvre de la Constitution , & remettre le Peuple dans les fers.

Voilà donc enfin mes craintes sur les dangers de la fausse marche que l'Assemblée suit depuis deux mois , justifiées par l'événement , & la justesse de mes observations (1) , malheureusement trop bien constatée.

(1) Voyez les pages 10 , 50 , 51 , 65 , 66 & 67 de ce Journal.

Voilà donc le Prince rendu l'arbitre suprême des loix , cherchant à s'opposer à la Constitution , avant même qu'elle soit ébauchée.

Voilà donc ces Ministres si ridiculement exaltés , ne songeant plus qu'à remettre dans les mains du Monarque les chaînes du despotisme que la Nation en a fait tomber.

Voilà donc la Nation elle-même chargée de fers par ses Représentans , & livrée sans défense à un maître impérieux , qui oublie son impuissance , pour violer ses promesses & ses sermens.

O mes concitoyens ! faut-il que vous appreniez toujours à vos dépens , qu'il n'y a rien à espérer des hommes bornés & corrompus ? quels regrets vous vous seriez épargnés en suivant les conseils salutaires que vous donnoit , il y a (1) neuf mois , *l'Ami du Peuple* !

Mais quand il n'y auroit que défaut de lumieres & de prudence dans la marche inconsidérée de l'Assemblée Nationale , elle vient de mettre elle-même en évidence son incapacité , pour le grand œuvre qu'elle a entrepris. Ne nous y trompons pas toutefois ; ce qui nous arrive aujourd'hui , est la suite d'un projet arrêté depuis long-temps , suivi avec constance & consommé avec audace (2).

Je le répète & ne cesserai de le répéter au

(1) Voyez le troisieme discours de *l'Offrande à la Patrie* , où le malheur qui nous arrive aujourd'hui a été prévu.

(2) Ce projet auroit été dévoilé depuis le 11 Août sans la pusillanimité que les arrêtés du Comité de Police avoient inspirée aux Imprimeurs & Libraires. Je l'exposerai au grand jour dans mon premier Numéro.

péril (1) de ma vie , il n'est qu'un moyen de sauver l'Etat , c'est de purger & de réformer l'Assemblée Nationale , en expulsant avec ignominie les Membres corrompus , en la rendant moins nombreuse , en n'y appelant que des hommes distingués par leurs lumieres & leurs vertus , & en lui traçant sa marche de point en point , d'après un plan de Constitution sagement combiné (2).

(1) Dans un temps où personne ne songeoit à examiner le travail du Comité de Constitution , je n'ai pas craint de le dénoncer au Peuple ; le Rédacteur de ce travail me doit le cas que la Nation fait actuellement de lui ; & ses collaborateurs , leur prompte retraite. Je ne respecterais pas davantage les funestes décrets de l'Assemblée. Voyez le *Moniteur Patriote* , publié chez l'Allemand , Libraire , à l'un des payillons du Palais-Royal.

(2) Si le zele patriotique le plus pur tenoit lieu des vues du génie , j'oserois proposer à la Nation celui que j'ai publié il y a près d'un mois , & que l'on trouve chez Buiffon , rue Haute-Feuille.

E R R A T A.

Nº. VII. Page 66 , ligne 1 , de fournir des matériaux qu'ils entassent , lisez d'entasser des matériaux.

Page 67 , ligne 13 , Ici , lisez Et.

Nº. VIII. Page 73 , Peuple libre , lisez Peuple vain.

Page 76 , ligne 17 , Eprouver la , lisez éprouver celles de la.

On souscrit à Paris & en Province chez tous les Libraires.

A Paris , chez *DUFOUR* , rue des Cordeliers , Nº. 6 , à qui l'on adressera , franc de port , le prix de l'abonnement , la lettre d'avis , & toutes les lettres pour les Auteurs du *Publiciste Parisien* ;

Chez Bleuet , Libraire , rue Dauphine ;
Chez Petit , au Palais-Royal ;
Chez Pichard , Libraire , près le Pont-Royal ;
Chez Debray , Libraire , au Palais-Royal ;
Et chez Bailly , Libraire , rue Saint-Honoré ,
près la Barriere des Sergens.

*Le prix de l'Abonnement pour ce Journal de 8 pages
in-8°. , & quelquefois plus , qui paroît tous les
jours , est de 12 livres pour trois mois , franc
de port par la poste , pour tout le Royaume.*

Hôtel - de - Ville de Paris. Comité de Police.

Permis à la Poste de faire circuler le Journal rédigé par M. Marat ,
intitulé : *le Publiciste Parisien*. Au Comité de Police , ce 8 Septembre
1789. Signés , BROUSSONET. LERASLE. LEROUX. MONDE.

De l'Imprimerie de la veuve HÉRISSANT , rue Neuve
Notre-Dame.